

بِسْمِ اللّٰهِ الرَّحْمٰنِ الرَّحِیْمِ

REPUBLIQUE ISLAMIQUE DE MAURITANIE

MISSION PERMANENTE AUPRES DES NATIONS UNIES



الجمهورية الإسلامية الموريتانية
البعثة الدائمة لدى هيئة الأمم المتحدة

PRESS RELEASE

Discours

de

*S.E.M. Mohamed Ould El Abed, Ministre des Affaires
Economiques et du Développement, Chef de la délégation
de la République Islamique de Mauritanie,
à la réunion plénière de haut niveau de la 60^{me} session de
l'Assemblée générale des Nations Unies.*

New York, le 16 septembre 2005

Monsieur le Président ;
Excellences Mesdames et Messieurs les Chefs d'Etat et de Gouvernement ;
Monsieur le Secrétaire général des Nations Unies ;
Madames et Messieurs les Chefs de Délégations ;
Mesdames et Messieurs ;

J'ai l'honneur de prendre la parole devant cette auguste assemblée au nom du Président du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie, Chef de l'Etat, Colonel Ely Ould Mohamed Vall, qui m'a chargé de vous transmettre ses regrets de ne pouvoir être présent en ces lieux à cause d'engagements impératifs dans le cadre de la transition démocratique de la Mauritanie et ses souhaits de succès pour nos assises.

A l'instar de nombreux autres pays, la Mauritanie a voulu profiter du vent de démocratie qui a soufflé sur le monde au début des années 90. Toutefois, ce projet démocratique a avorté suite à l'application caricaturale de la Constitution de 1991 et à la personnalisation excessive du pouvoir.

Une profonde crise politique s'ensuivit, caractérisée par l'étranglement des libertés publiques, l'arrestation des acteurs politiques, de leaders d'opinion et d'intellectuels. Des mouvements clandestins ont vu le jour et plusieurs tentatives de coups d'Etat eurent lieu.

Au même moment, les réformes économiques s'exécutaient à un rythme très lent et la mauvaise gestion régnait, contribuant ainsi à la détérioration continue des conditions de vie des populations.

L'absence de perspectives politiques, notamment l'impossibilité d'un changement par la voie des urnes, constituant une menace sérieuse pour le pays, les forces armées et de sécurité nationales ont, à l'unanimité, décidé le 3 août 2005 de mener un mouvement de restructuration pour sauver le pays de cette dérive dangereuse.

Ce changement, réussi dans le calme, sans effusion de sang, sans perturber le cours normal de la vie des citoyens, fut accueilli, avec une grande joie et par un immense soutien populaire sans précédent dans l'histoire de notre pays.

Un consensus national s'est établi autour des objectifs de ce mouvement de restructuration comme en ont témoigné les délégations des pays frères et amis ainsi que les missions d'organisations internationales et régionales qui ont visité récemment notre pays.

L'objectif de ce changement est de créer les conditions favorables à l'instauration d'un véritable état de droit et à l'avènement d'une démocratie pluraliste, seuls garants du respect des droits de l'homme et d'une gestion saine et transparente des affaires publiques, et ce dans un délai n'excédant pas deux ans et avec la participation de l'ensemble des acteurs politiques, économiques et sociaux du pays.

E s'agit là également de conditions non seulement nécessaires pour le succès de toute politique de développement mais indispensables pour assurer l'efficacité de l'aide au développement et garantir l'utilisation à bon escient des ressources déployées tant au niveau international que national pour financer le développement.

Monsieur le Président,

Nous nous réjouissons de la tenue, en ce moment historique de la vie de notre pays, de ce Sommet mondial qui doit se pencher sur la réalisation des Objectifs du Millénaire pour le Développement.

Nous pensons qu'en plus de l'impératif d'un consensus national autour des questions de développement et de la nécessité de fonder nos politiques sur les principes d'équité, de justice et d'égalité *des* chances, les défis qui se posent aujourd'hui à notre monde, et plus spécifiquement à nous pays en développement, ne pourront être relevés sans la solidarité dynamique et agissante de la communauté internationale et en particulier celle des pays riches.

La Mauritanie salue les grandes orientations définies lors des conférences et réunions au sommet des Nations Unies.

Le consensus de Monterrey constitue le point de départ d'un partenariat pour le développement entre pays riches et pauvres. Les Objectifs du Millénaire pour le Développement, auxquels nous adhérons pleinement, soit pour nous une référence pour la formulation des stratégies de développement et l'évaluation des progrès réalisés.

L'atteinte par la Mauritanie des OMD demande encore un parcours long et difficile. Vous comprendrez aisément que la situation politique qui prévalait avant le 3 août 2005, et que je viens de décrire, n'a pas permis au pays d'enregistrer des avancées significatives sur la voie de la réalisation des OMD.

Au contraire, le contexte ne favorisait pas une conduite efficace des politiques de développement et moins encore une allocation efficiente des ressources financières du pays, ce qui a eu pour conséquence un impact limité des politiques publiques sur la réduction de la pauvreté.

L'évaluation récente de la mise en oeuvre des Objectifs du Millénaire en Mauritanie conclut que seules quelques cibles seront potentiellement réalisables à l'horizon 2015 alors que plusieurs autres, et non *des* moindres (santé, environnement, etc.), ne le seront pas sans des changements majeurs de politique économique.

Le Gouvernement est conscient de cette situation et s'engage à intégrer dans les plans d'action, en cours de formulation, l'atteinte des Objectifs du Millénaire comme une priorité fondamentale. L'accent sera mis sur l'appropriation nationale des OMD, le renforcement des capacités institutionnelles, l'amélioration du cadre juridique et la promotion du dialogue avec les différents acteurs, notamment le secteur privé et la société civile.

Les nouvelles orientations en matière de bonne gouvernance, notamment la réduction des dépenses exagérément allouées à la sécurité, la gestion rigoureuse des finances publiques et l'allocation des ressources en priorité aux secteurs sociaux et à la lutte contre la pauvreté, vont impulser une nouvelle dynamique positive pour accélérer la réalisation des OMD en Mauritanie. Néanmoins, l'ampleur de la tâche requiert également la mobilisation constante des bailleurs pour aider notre pays à financer son développement et à réussir le pari de vaincre la pauvreté.

Monsieur le Président,

La volonté, sans équivoque, du Conseil Militaire pour la Justice et la Démocratie et du gouvernement mauritaniens de construire une société fondée sur les valeurs démocratiques se manifeste clairement à travers le programme de la transition démocratique qui comporte les principaux points suivants :

- l'organisation d'un référendum constitutionnel dans un délai de 12 mois;
- l'organisation d'élections législatives et présidentielles libres et transparentes dans un délai de deux ans au maximum;
- la réforme de l'appareil judiciaire pour garantir son indépendance;
- l'instauration d'un système de bonne gouvernance économique.

Les différentes mesures adoptées depuis la restructuration du 3 août 2005 constituent autant de garanties de la sincérité de cet agenda et annoncent une nouvelle ère démocratique porteuse de grands espoirs pour le peuple mauritanien.

Ces mesures sont notamment :

- la désignation d'un gouvernement civil;
- la libération de tous les prisonniers politiques et condamnés pour délits d'opinion;
- l'inéligibilité aux futures élections législatives et présidentielles du Président et des membres du Conseil Militaire, du Premier Ministre et des membres du gouvernement;
- l'ouverture des médias officiels aux partis politiques, etc.

Ce climat de liberté et de concorde nationale crée les conditions favorables à la réussite du processus de transition démocratique et à la mobilisation de tous les citoyens mauritaniens pour l'atteinte des Objectifs du Millénaire pour le Développement, objet du Sommet qui nous réunit aujourd'hui.

Je ne saurais conclure sans remercier très sincèrement les pays frères et amis et les organisations internationales et régionales qui nous ont exprimé leur soutien et leur réitérer notre appel pour appuyer notre pays dans son oeuvre d'édification et de développement d'une Mauritanie démocratique et prospère.

Je vous remercie.